

**GRUPPI ANARCHICI FEDERATI
/ G.A.F. / EDIZIONI DEL C.D.A. /**

UN PROGRAMME ANARCHISTE



PRESENTATION

Que sont les Groupes Anarchistes Fédérés (G.A.F.)?

Ils constituent le plus jeune et la plus petite des trois Fédérations nationales du mouvement anarchiste italien. Ils l'ont créée fin 1965.

Quelques mois auparavant, une scission s'était produite au sein de la F.A.I. (Fédération Anarchiste Italienne) qui jusqu'alors représentait la seule organisation de dimension nationale. Cette scission avait donné naissance aux Groupes d'Initiative Anarchiste.

Divers groupes autonomes de jeunes libertaires, qui entretenaient déjà des rapports de travail et se trouvaient en communauté d'idées, se fédérèrent et formèrent les G.G.A.F. (Groupes de Jeunes Anarchistes Fédérés), qui devinrent, en 1969, les G.A.F.

Pourquoi publions-nous cette traduction (en anglais, en espagnol et en français)? En premier lieu pour nous faire connaître sur le plan international, comme fédération et comme groupes d'initiative; pour faire connaître nos analyses et notre interprétation de l'anarchisme, notre conception de l'organisation; et ensuite, pour stimuler, par l'exemple, les autres fédérations et organisations anarchistes et libertaires à entreprendre le même travail.

Malgré notre internationalisme de principe, les informations et les idées circulent trop lentement et trop difficilement, au niveau international, alors que tout ce que nous combattons prend un caractère de plus en plus international.

Turin, 1er Mai 1977

LE PROGRAMME DES G.A.F.

Ce qui est présenté ci-dessous n'est pas le programme anarchiste, mais un programme anarchiste. Très précisément, il s'agit du programme des Groupes Anarchistes Fédérés (G.A.F.), tel qu'il a été adopté lors de leur assemblée des 20 et 21 mars 1976.

Ce programme, qui a été défini après une dizaine d'années d'expériences et de discussions menées en commun, n'est en fait que l'expression simplifiée, mais essentielle, d'une conception de l'anarchisme d'aujourd'hui, en Italie, et d'une interprétation de la réalité socio-économique de notre temps. Il va sans dire que diverses thèses et certains aspects de l'analyse prennent cependant une valeur plus générale, que ce soit dans le temps ou dans le monde.

Certaines conceptions fondamentales, comme par exemple les principes égalitaires et libertaires, la dépendance des moyens et des fins, etc., appartiennent au patrimoine théorique et historique de l'anarchisme, et, comme telles, ne peuvent être conditionnées par des situations ou des interprétations de circonstance. Ces conceptions sont communes à toutes les écoles de l'anarchisme et sont donc présentes dans ce programme. Ce document, conformément à ses intentions, veut demeurer «ouvert». Ouvert non seulement à des améliorations ou à des précisions pour sa partie analytique – suivant de possibles transformations structurelles de la société –, ou à des recherches théoriques plus poussées, mais aussi à des enrichissements ou à des mises au point de la partie opérative, en vue de nouvelles expériences ou à la suite de nouveaux apports. Comme c'en est l'usage dans les G.A.F., ce document sera vérifié en permanence et périodiquement confirmé ou rectifié.

DOCUMENT PROGRAMMATIQUE DES GROUPES ANARCHISTES FÉDÉRÉS (ITALIE)

1. L'ANARCHISME

L'anarchisme est essentiellement un système de valeurs. C'est également une volonté de faire vivre le plus complètement possible un tel système de valeurs dans un système social. C'est aussi une façon d'aborder la réalité sociale, pour la connaître, l'interpréter et la transformer.

L'anarchisme est donc une éthique, une science et un projet révolutionnaire. L'éthique de la liberté, la science de la liberté, la pratique de la liberté.

Bien entendu, la distinction formelle entre les trois aspects de l'anarchisme n'est qu'une manière d'organiser le débat d'aujourd'hui de façon cohérente, après cent années de pensée et de lutte, de théorie et de pratique, et non pas un moyen métaphysique d'établir une doctrine sur la base d'idées abstraites de justice sociale. En réalité, les trois aspects de l'anarchisme, indissolublement liés, se sont imposés tout d'abord comme produits des aspirations à l'émancipation exprimées par les classes inférieures dans leurs luttes, puis comme système qui s'est fait peu à peu plus complet et plus équilibré, parce que repensé, expérimenté pratiquement et confirmé ou rectifié par les évolutions historiques.

2. L'ANARCHIE

Le système anarchiste de valeurs appliqué à un modèle de société constitue l'anarchie. Par anarchie, nous n'entendons pas bien sûr une image détaillée de la «société idéale», mais ce qui est commun et valable dans les diverses représentations de l'«utopie» anarchiste dans son esprit, ses structures et ses fonctions fondamentales.

En ce sens, l'anarchie se présente comme une société dans laquelle se réalisent au maximum la liberté et l'égalité (un binôme dont le second terme n'est au fond que l'expression sociale du premier: il ne peut y avoir de rapports libertaires qu'entre égaux).

L'anarchie se présente donc comme l'alternative globale s'opposant au modèle social hiérarchique.

Aux rigides structures pyramidales se substitue la multiplicité fonctionnelle des formes associatives et communautaires libres et librement modifiables. A la loi implacable se substitue l'accord solidaire; à l'exploitation du travail, l'autogestion des travailleurs; à la propriété privée des moyens de production, la possession sociale (pour les entités de production sociale) et individuelle (pour les entités de production individuelle). A la centralisation du pouvoir politique de l'État, se substituent la décentralisation et le fédéralisme; à la délégation, la démocratie directe. A la division du travail se substitue l'intégration du travail, agricole comme industriel, manuel comme intellectuel. A la passivité – producteurs subordonnés et consommateurs conditionnés – des masses, se substitue la créativité des individus et des groupes. A l'inégalité sociale se substitue la diversité naturelle dans la plus complète égalité; à la morale de l'obéissance et de la violence, la morale de la liberté et de la solidarité; à la répression ou à la commercialisation de la sensualité, se substitue la libération joyeuse de la

nature humaine. Entendu ainsi, l'anarchie n'est pas un mythe, mais un vrai but réellement poursuivi, même s'il n'est réalisable que par approximations successives et jamais entièrement achevé. Un but auquel l'action peut et doit être confrontée en permanence, pour en vérifier la cohérence.

3. LA SOCIÉTÉ HIÉRARCHIQUE

L'anarchie est donc l'alternative globale au modèle social hiérarchique. Au modèle, et non à telle ou telle

société hiérarchisée. Ainsi, l'anarchisme est le système théorique et le mouvement social qui s'oppose à toute société hiérarchique concrète, à ses valeurs, à ses idéologies religieuses ou à la prétention scientifique. Même si, historiquement, l'anarchisme s'est défini comme théorie et s'il n'est né comme mouvement, essentiellement dans le contexte des luttes ouvrières anticapitalistes du siècle dernier, il a exprimé et exprime toujours le refus, non seulement de la domination bourgeoise, mais de toute domination.

Dans les sociétés hiérarchiques, tous les rapports humains sont, d'une manière ou d'une autre, des rapports de domination, du fait que le modèle hiérarchique se reproduit dans tous les aspects de la vie sociale, jusqu'à s'imposer comme structure caractéristique «grégaire-autoritaire». Parmi tous les rapports de domination, la relation économique, ou relation d'exploitation, occupe une place primordiale, parce qu'elle concerne la principale activité sociale. La stratification hiérarchique déterminée par les rapports d'exploitation, sous ses différentes formes, liée aux divers systèmes économiques qui se sont succédé au cours de l'histoire, constitue la stratification fondamentale. Une telle stratification exprime non seulement la division hiérarchique des fonctions productives, au sens étroit, mais plus largement la division hiérarchique du travail social. Dans certaines sociétés, le pouvoir (ou le privilège) économique s'identifie avec le pouvoir politique. Dans d'autres, il en est formellement séparé. Dans certaines, le premier semble résulter du second, alors que d'autres le second paraît dépendre du premier. L'un et l'autre en tout cas sont toujours le monopole d'une élite privilégiée. L'État est l'institution politique fondamentale de toute société hiérarchique moderne. C'est contre l'État, en conséquence, que les anarchistes ont dirigé et dirigent particulièrement leurs attaques. Répétons-le, non seulement contre l'«État bourgeois» (structure politique de la société capitaliste), mais contre tout État, présent, passé ou futur, en tant qu'organisation du pouvoir; c'est-à-dire de la domination. Face à la monstrueuse expansion totalitaire de l'État et à sa transformation en pouvoir économique, en plus de son rôle politique, la critique anarchiste de l'État prend aujourd'hui une nouvelle force.

4. LA LUTTE DE CLASSE

Dans la stratification qui résulte des rapports d'exploitation, on reconnaît des groupes sociaux dont les intérêts s'opposent: les classes qui se trouvent en conflit. La lutte entre les classes est universellement présente dans toute société hiérarchique, sous des formes et selon des intensités diverses, et à des degrés de prise de conscience collective différents.

Lutte entre classes exploitées et classes exploiteuses, entre ceux qui exercent le pouvoir économique et ceux qui le subissent. Mais également lutte entre ceux qui détiennent les privilèges et ceux qui aspirent à en bénéficier, entre patrons et «aspirants patrons», entre classes dominantes et classes montantes cherchant de nouvelles formes de domination. Il existe

donc deux types de lutte de classe. Le second est celui qui, hélas, a marqué les grandes tendances de l'évolution de l'histoire humaine, qui est l'histoire des classes dominantes qui se succèdent en imposant diverses formes de pouvoir, différentes méthodes d'exploitation. L'autre lutte de classe qui marque l'histoire, c'est celle menée par les classes inférieures, par les esclaves, par le peuple, les serfs de la glèbe, par les salariés, dans un effort millénaire d'émancipation ou du moins de réduction du poids de l'exploitation.

Ces deux formes de conflit intéressent l'anarchisme. L'une surtout, car des aspirations à l'émancipation exprimées par les exploités, l'anarchisme a tiré directement ses valeurs et a fondé la viabilité de son projet révolutionnaire. L'autre parce que de son étude se dégagent les éléments de connaissance des mécanismes changeants de l'inégalité, c'est-à-dire des mécanismes suivant lesquels la société de classes se perpétue en se transformant.

5. SCHEMAS D'INTERPRETATION

Dans la stratification sociale, de nombreuses catégories peuvent généralement être identifiées, mises à part les rares sociétés d'une extrême simplicité. Cette complexité est fréquemment théorisée par une certaine sociologie qui veut embrouiller et diluer la réalité meurtrière de la lutte de classe en une multitude de conflits mineurs ne mettant pas en cause la perpétuation du système. Ces schémas sociologiques reflètent idéologiquement la tendance présente du système à masquer l'antagonisme de classe, en multipliant les catégories progressivement et diversement soumises à l'exploitation ou bénéficiant de privilèges.

Mais même dans une structure ainsi fragmentée, il est possible de retrouver la lutte de classe dans ce qu'elle a d'essentiel pour l'analyse et le projet révolutionnaire. Il suffit de distinguer à la base et au sommet de la pyramide sociale ces classes antagonistes, au sein desquelles se retrouvent – en conflit et suivant le modèle d'interprétation – les catégories qui occupent des fonctions apparentées dans la division sociale du travail. Ainsi, par exemple, il est possible de simplifier le modèle interprétatif jusqu'au schéma «bipolaire» qui met en évidence, en la privilégiant au sein d'un contexte social complexe, l'opposition inconciliable des deux pôles de classes essentiels, ou considérés comme telles. Ce schéma bipolaire qui reflète une indiscutable réalité, bien que partielle, et qui offre un instrument utile pour identifier l'interlocuteur du mouvement révolutionnaire – c'est-à-dire la classe (ou l'ensemble des classes) dominée et exploitée – doit pourtant être utilisé en tenant compte de ses limites théoriques et pratiques. Ces limites sont tracées par le fait qu'il n'est applicable qu'à des systèmes sociaux relativement «statiques» (comme, par exemple, le capitalisme du XIXe siècle et probablement le «socialisme d'État» du type russe). C'est-à-dire des systèmes dans lesquels le conflit bipolaire est le conflit dominant de toute évidence, car il est fonction du mode de production dominant, mais aussi et surtout dans lesquels la classe moyenne n'est qu'un «diaphragme» inerte entre les deux classes antagonistes et ne se présente pas, totalement ou partiellement, comme un agent de transformation socio-économique, c'est-à-dire comme classe en lutte pour le pouvoir. Dans les périodes de transition comme celle que nous traversons, le schéma à deux classes devient inutile, par le fait qu'il ne permet plus de voir et de comprendre les nouvelles formes d'exploitation et de pouvoir qui naissent au sein des vieilles structures; il devient même mystifiant, en masquant la réalité du conflit de classe entre les deux groupes sociaux en compétition pour le pouvoir.

Pour la représentation essentielle de ces périodes "dynamiques", il est au contraire indispensable de distinguer – en termes de conflit – trois classes opposées les unes aux

autres, simultanément: une classe dominée, une classe dominante et une classe ascendante.

Il devient ainsi possible d'identifier, en évitant toute confusion, les deux formes de lutte de classe co-existantes. Deux formes dont les significations historiques sont contradictoires, même si elles apparaissent souvent imbriquées.

6. LES TROIS CLASSES

La phase historique de transition que nous vivons est marquée par le passage du système capitaliste à un nouveau système d'exploitation. Cette clef interprétative permet de déchiffrer la complexité du cadre socio-économique et politique international. Ses manifestations résultent non seulement de l'action de multiples intérêts impérialistes, mais aussi de système sociaux opposés, capitalistes avancés, post-capitalistes et intermédiaires, avec les variantes dans chaque catégorie. Selon le modèle à trois classes, il est possible d'individualiser les deux principaux acteurs sociaux de la transformation (anciens et nouveaux patrons), soit au niveau international, soit au niveau des simples structures nationales, là où le capitalisme n'est pas encore enseveli, c'est-à-dire dans les pays à «socialisme d'État» et, en partie, dans le Tiers-Monde. Et il est possible d'individualiser la classe dominée et exploitée qui, comme toujours dans les phases de transition, accentue sa lutte de classe, soit parce que le changement rend moins opératoires les instruments psychologiques et idéologiques de soumission, soit parce que la classe en ascension s'efforce de mobiliser l'énergie rebelle des exploités comme vecteur de ses ambitions.

La classe, ou mieux dit l'ensemble des classes exploitées, est constituée par ceux qui exercent, dans la division sociale du travail, les activités manuelles au sens large de l'expression. En font partie, dans une plus ou moins grande mesure et selon les particularités des structures économiques nationales, les prolétaires (travailleurs salariés de l'agriculture, de l'industrie et des services publics, y compris les employés dont les tâches sont purement d'exécution), les couches inférieures des travailleurs autonomes, dont l'autonomie est pratiquement réduite à l'«autogestion» de leur propre exploitation, et enfin le sous-prolétariat urbain et rural (chômeurs, sous-occupés, marginaux, etc.). Ces catégories et classes sont objectivement exploitées, indépendamment du mécanisme selon lequel se manifeste le rapport d'exploitation (qui n'est pas nécessairement le rapport typique ou général), et indépendamment de la perception subjective de l'exploitation elle-même. Les «vieux patrons» forment la bourgeoisie capitaliste dont le privilège se fonde sur la propriété privée des moyens de production et qui exploitent surtout (mais pas exclusivement) selon un rapport de production classique, c'est-à-dire par l'extorsion de la plus-value aux travailleurs salariés, dans un régime de marché de la main-d'oeuvre et des produits.

Les «nouveaux patrons» qui dans les pays soi-disant socialistes sont la classe dominante, et qui dans les pays capitalistes avancés partagent le pouvoir avec la bourgeoisie, selon un équilibre dynamique qui les favorise toujours plus, sont les technobureaucrates.

7. LES NOUVEAUX PATRONS .

La nouvelle classe dominante, la technobureaucratie, se définit par ses activités dans le monde du travail intellectuel et qui correspondent aux fonctions dirigeantes dans la division hiérarchique du travail social. Les nouveaux patrons exercent ces fonctions et en tirent des privilèges et pouvoirs qui leur sont propres, non pas en vertu des droits de propriété individuels sur les moyens de production, mais en vertu d'une sorte de propriété intellectuelle des moyens de production, c'est-à-dire sur la possession des connaissances liées à la direction des grands complexes économiques et politiques.

Dans la forme la plus achevée de leur domination présente, c'est-à-dire dans les États se disant socialistes, les technobureaucrates gèrent comme leur monopole le pouvoir politique et économique et exercent leur exploitation non de manière individuelle, mais collectivement, grâce à la «propriété de classe» des moyens de production. Ils s'approprient une part privilégiée des biens et des services, non pas directement, comme les capitalistes, mais indirectement par l'intermédiaire de l'État, qui recueille cette part de «classe» et la répartit ensuite entre ses fonctionnaires en tenant compte de la position occupée dans la pyramide sociale, c'est-à-dire selon l'importance hiérarchique de la fonction exercée.

Dans le monde occidental capitaliste avancé, les nouveaux patrons présentent des caractères moins nets, et leurs rapports d'exploitation spécifique s'entrecroisent avec les rapports d'exploitation capitaliste. Ils proviennent historiquement, et du point de vue fonctionnel, de la classe moyenne, employée au service de la bourgeoisie capitaliste.

Le développement des sociétés par actions, des trusts financiers et commerciaux, des entreprises multinationales, et la progressive extension des fonctions d'État dans le domaine économique et social, ont entraîné et entraînent l'accroissement de l'importance des pouvoirs des plus hauts techniciens et administrateurs des entreprises et des institutions d'État. Les bureaucrates (dirigeants d'État) et les techniciens (managers des entreprises privées) offrent les deux faces de la nouvelle classe, encore différenciée, mais symbolisée par la figure hybride du dirigeant de l'entreprise publique.

Les technobureaucrates jouissent de leurs privilèges de classe, c'est-à-dire du fruit de leur exploitation, grâce aux avantages élevés qui leur sont attribués (salaires, primes, services gratuits, indemnités pour frais de fonction, etc.). Dans le cas des managers d'entreprises privées, ces compensations peuvent être classées comme profits masqués de l'entreprise (autrement dit il s'agit de plus-value capitaliste). Les compensations des dirigeants d'État, au contraire, sont typiquement de nature technobureaucratique. Les compensations des dirigeants d'entreprises publiques ou à participation d'État peuvent en partie être considérées comme des profits (dans la mesure où ces entreprises fonctionnent encore suivant les mécanismes du capitalisme de marché), et en partie comme de véritables et réels privilèges donnant droit à des prélèvements sur la richesse produite, non plus au niveau de l'entreprise, mais à l'échelle de l'économie nationale.

8. LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ET LES ENTREPRISES MULTINATIONALES

Dans les grandes sociétés par actions, le pouvoir des technobureaucrates trouve son expression «managériale».

Non seulement l'émiettement croissant de la propriété par actions enlève tout pouvoir de décision à la grande majorité des actionnaires capitalistes, mais surtout l'extraordinaire complexité des problèmes de gestion et des compétences y afférentes transfèrent aux managers le contrôle des mécanismes économiques, réduisant proportionnellement le pouvoir des détenteurs mêmes des paquets d'actions majoritaires, sauf quand ceux-ci sont à la fois capitalistes et managers, assumant eux-mêmes qualités et prérogatives des anciens et des nouveaux patrons, comme cela se produit souvent dans les phases de transition.

La séparation du binôme capitaliste propriété/contrôle est toujours plus nette: en titre les propriétaires restent maîtres des intérêts de l'entreprise, mais ce sont . les technobureaucrates qui exercent de fait et de droit (par délégation) la direction économique. La propriété juridique des moyens de production, même en garantissant une source de revenus privilégiés, n'est plus automatiquement propriété économique. L'indépendance des technobureaucrates dans les sociétés multinationales est encore plus nette. Le pouvoir des actionnaires sur «leur» entreprise opérant au niveau international est pratiquement inexistant. L'ensemble des procès de production et de distribution atteint un tel degré de complexité que seul le «staff» managérial est capable de le contrôler et de le coordonner.

Les structures des multinationales reflètent une division hiérarchique du travail entre régions géographiques, qui correspond à la division verticale au sein de l'entreprise; elles centralisent les fonctions de haut niveau et avec pouvoir de décision dans les métropoles des pays développés (avec un certain nombre de sous-centres dans les zones à moyen développement), tandis que dans les pays sous-développés, ce sont les activités à contenu technologique qui sont favorisés. Il s'agit d'un nouveau type d'exploitation internationale dont les participants ne sont plus seulement les États modernes pillant les États «arriérés», mais aussi des entreprises multinationales qui s'arrogent directement la nouvelle fonction colonialiste.

9. L'ÉTAT CAPITALISTE AVANCE

L'État accomplit un rôle fondamental dans l'économie capitaliste avancée. En premier lieu il possède directement ou indirectement un réseau serré d'industries et de services dans les secteurs-clés. C'est lui, en outre, qui réglemente, contrôle, coordonne, planifie, toujours davantage, l'activité des entreprises, grâce aux instruments législatifs d'intervention, la politique fiscale, le crédit, etc. Il est depuis longtemps le client principal d'un secteur important du domaine privé.

L'intervention de l'État dans l'économie n'est pas une nouveauté pour le capitalisme. Il a assisté et «soutenu» les premiers pas du capitalisme et en a accompagné le développement. Plus encore, l'intensité et la profondeur avec lesquelles l'État est aujourd'hui présent dans l'économie, et le développement des services sociaux – de plus en plus considérables – vont changer la signification de cette présence. Quand 30 à 40% du produit national brut des pays de capitalisme avancé sont absorbés par l'administration publique, on peut dire que la quantité est devenue qualité.

L'État, sous couvert de la défense des intérêts capitalistes, est en train de se transformer en un centre privilégié de formation de la nouvelle classe dominante, en concentrant sur lui-même – aux plus hauts niveaux . de la hiérarchie – une part importante et croissante du pouvoir économique, qui se confond avec le pouvoir politique. Ce dernier perd progressivement son rôle de subordonné. Tandis que progresse la technobureaucratie des entreprises privées, dans les

entreprises publiques, dans l'appareil étatique, technocrates et bureaucrates expriment de moins en moins les intérêts des anciens patrons et toujours plus les leurs. Suivant cette même orientation le pouvoir politique effectif des assemblées législatives et des organes exécutifs passe aux directions administratives. La plus grande partie des pays de capitalisme avancé ont une structure de démocratie parlementaire, mais dans aucun d'entre eux le Parlement, siège formel de la souveraineté populaire, ne dirige réellement l'État. Le pouvoir de l'État est un pouvoir permanent. Ce pouvoir est exercé par un certain nombre d'institutions qui échappent aux fluctuations électorales: ce sont ces organismes qu'il faut examiner pour découvrir où réside le vrai pouvoir. Les gouvernements vont et viennent, la machine étatique continue à fonctionner. L'État existe d'abord par ces institutions permanentes et autonomes: l'armée (officiers et sous-officiers de carrière, troupes spéciales), la police, les ministères, les administrations autonomes, les caisses de prévoyance et d'assurance, la magistrature, etc. C'est-à-dire les institutions du dit «exécutif» non touchées par l'influence électorale, peu influençables par le gouvernement et pratiquement pas par le Parlement. Le pouvoir de l'exécutif se renforce sans cesse, chacune de ses institutions reproduit elle-même la pyramide hiérarchique de l'État. C'est au sommet de cette hiérarchie, aussi que dans les milieux dirigeants des grands holdings publics et privés, voire parmi les dirigeants politiques ou syndicaux, que se font les choix que le Parlement «représente» sur la scène politique institutionnelle. Cette évolution du pouvoir politique se ressent également dans la croissante complexité et multiplicité des fonctions accomplies par les États de capitalisme avancé: elle est marquée aussi par sa tendance totalitaire, conséquence de la nécessité de contrôler, en les intégrant dans de nouvelles institutions, les forces centrifuges toujours renaissantes sous l'effet du gigantisme, de la mécanisation, de l'envahissement étatique; cercle vicieux qui multiplie les compétences et donc le nombre et le pouvoir des technobureaucrates.

10. LES SOCIÉTÉS POST-CAPITALISTES

Dans les pays à «socialisme d'État» s'est établie une parfaite organisation post-capitaliste de type technobureaucratique. Post-capitaliste, parce que historiquement ce système socio-économique a surgi après le système capitaliste et parce que le capitalisme avancé même tend à évoluer dans ce sens.

Cependant, cette définition n'implique pas nécessairement un modèle ordonné pour chaque réalité nationale. Au contraire, le post-capitalisme semble s'être affirmé d'abord dans les pays capitalistes non développés et à forts résidus pré-capitalistes, sans doute par une certaine affinité structurelle entre le système féodal et le système technobureaucratique qui présente des traits de «féodalisme industriel» non négligeables.

Trois modèles principaux sont observables dans les pays post-capitalistes: le russe, le chinois et le yougoslave; avec des différences d'une certaine importance, mais cela dans l'uniformité fondamentale des mécanismes économiques et des structures sociales.

La Yougoslavie, mis à part les éléments nettement post-capitalistes, présente également des traits de capitalisme avancé d'une certaine signification et des éléments «autogestionnaires», encore qu'il s'agisse d'une autogestion coincée entre les contrôles bureaucratiques d'État et l'extension technocratique des entreprises.

La Chine semble suivre une méthode de développement moins centralisée que celle de la Russie, avec une certaine participation populaire au niveau des décisions inférieures, avec

un plus grand équilibre entre secteurs et territoires (villes-campagnes), des méthodes moins brutales et moins ouvertement répressives, grâce à un conditionnement très poussé des masses, de type grégaire et religieux. Les informations crédibles sur le modèle chinois sont insuffisantes pour permettre l'analyse fouillée d'un système encore «jeune» et en évolution, mais elles sont suffisantes pour le classer et le juger. Il suffit, pour en identifier la nature de classe, de tenir compte de sa rigide hiérarchie à trente niveaux bureaucratiquement définis (les six premiers étant dirigeants), son inégalité économique, avec un éventail salarial – au sein d'une même entreprise – ouvert de 1 à 6 et – dans l'administration d'État – de 1 à 36...

Le modèle russe représente mieux la société post-capitaliste, non seulement parce qu'il vaut pour presque tous les pays à «socialisme d'État» (même Cuba s'y est conformé rapidement, après avoir manifesté quelque originalité au cours de ses premières années de «socialisme»), mais aussi parce qu'il est bien connu après un demi-siècle d'existence. Dans ce modèle il est facile d'identifier les traits fondamentaux et caractéristiques ' du système technobureaucratique. La confusion dans l'État des fonctions économiques et politiques fait que la hiérarchie sociale s'assimile à la hiérarchie étatique. L'abolition de la propriété privée des moyens de production signifie leur appropriation collective de la part de la technobureaucratie qui dirige la production selon ses intérêts et s'empare du surplus du travail social sous la forme de privilèges particuliers. Privilèges au niveau des rétributions, mais aussi et sans doute surtout, par la consommation réservée, les magasins exclusifs, les «datchas», les voyages à l'étranger, l'instruction supérieure pour les enfants, etc.

Au dessous de la classe technobureaucratique, en plus d'une couche de «classe moyenne» – employés, techniciens, professionnels, artistes – vient la grande majorité des exploités, les travailleurs manuels des villes et des campagnes, modernes esclaves d'État, privés des uniques libertés économiques que le capitalisme concède au prolétaire: celle de vendre sa propre force de travail au meilleur offrant, et celle de lutter avec ses compagnons contre l'exploitation pour obtenir des conditions de travail et de vie plus tolérables.

Le pivot de la structure économique est la planification qui prend la place du marché des produits et de la force de travail. Elle diffère de celle des pays de capitalisme avancé. Dans une économie entièrement tenue en main par l'État et structurée hiérarchiquement, de l'usine au sommet planificateur, il ne s'agit pas de pousser les entreprises à suivre les indications du plan, c'est le pouvoir qui *décide* des résultats à poursuivre (selon les exigences intérieures et extérieures du système, et les intérêts de la classe dominante, compte tenu des divers groupes hiérarchisés qui la composent) et les impose aux secteurs et entreprises directement concernés.

C'est le plan qui décide non seulement de la qualité et de la quantité des produits, mais aussi des investissements, des prix, et des salaires, en dehors de tout mécanisme de marché. Le salaire, la monnaie, etc., ont par conséquent une signification bien différente de celle en vigueur dans un système capitaliste mercantile; la terminologie subsiste, mais les rapports qu'elle couvre sont autres.

L'énorme complexité (avec ses inévitables phénomènes d'inefficacité et de gaspillage) d'une planification globale a, au cours des dernières années, fait naître en URSS une tendance à la décentralisation partielle du plan. Sous les dehors des exigences techniques et économiques, il y a évidemment les intérêts des dirigeants d'entreprises et de complexes, c'est-à-dire des technobureaucrates locaux qui, revendiquant une plus

grande autonomie de décision, recherchent en fait un plus grand pouvoir pour leur catégorie, par rapport à la bureaucratie centrale.

Nomenklatura est le nom semi-officiel de la classe des nouveaux patrons «soviétiques», terme employé pour désigner les membres de la sphère dirigeante de l'État: fonctionnaires supérieurs, haut officiers de l'armée et de la police, technocrates de l'appareil productif ... un million de Russes environ, «plus égaux que les autres», grâce à la place occupée dans une échelle hiérarchique méritocratique, dans laquelle le «mérite» techno-administratif et le «mérite» politique sont évalués suivant une rigide sélection technique et suivant le critère, tout aussi rigide, du Parti.

Le Parti a une fonction fondamentale dans les structures «soviétiques» et en général dans les structures post-capitalistes. Le Parti qui, en URSS, réunit environ 10% de la population, traverse verticalement la société, des niveaux moyens-inférieurs jusqu'au sommet, les couches sociales les plus basses étant exclues, suivant une hiérarchie superposée à la hiérarchie d'État, comme une Eglise dans l'État. Naturellement, au niveau suprême, les deux hiérarchies se confondent. Le Parti n'administre pas directement la production et la distribution, mais exerce un étroit contrôle et règle tous les aspects de la vie sociale, comme porteur de l'idéologie d'État (le marxisme-léninisme) qui légitime le pouvoir et les privilèges des nouveaux patrons.

11. LE TIERS-MONDE

A mi-chemin, pour ce qui est des structures sociales et des mécanismes économiques, entre les pays industriels de capitalisme avancé et les pays post-capitalistes, se situent le Tiers-Monde, les États africains, asiatiques, latino-américains, souvent ex colonies, pays «sous-développés» ou «en voie de développement».

Les formes politiques de ces pays présentent une grande variété, et vont de la démocratie parlementaire à la dictature (militaire ou de parti unique), avec prépondérance de cette dernière. Les couleurs idéologiques vont de la «droite» à la «gauche». La place dans le jeu des équilibres internationaux est, parfois, «neutre», mais les multiples exceptions indiquent aussi une plus ou moins grande dépendance par rapports aux deux empires, américain et russe.

Les structures économiques sont mixtes, depuis la prépondérance d'éléments de capitalisme avancé – par la présence des multinationales à capitaux nord-américains ou européens – jusqu'à celle d'éléments post-capitalistes, à la manière yougoslave. Derrière cette variété de formes, il y a une réalité unique: l'effort du Tiers-Monde pour se soustraire à l'exploitation de dimensions internationales. Avec la fin de la phase la plus brutale du colonialisme, les pays industriellement avancés ont instauré de nouveaux rapports de dépendance économique, basé sur une subdivision internationale du travail, dans laquelle les productions à fort contenu technologique sont réservées aux pays dominants «néo-colonialistes», et sur des systèmes d'échanges défavorisant les produits du Tiers-Monde. De cet échange inégal découle une insurmontable difficulté pour le décollage économique du Tiers-Monde qui entraîne un appauvrissement progressif. C'est pourquoi les idéologies du Tiers-Monde, qu'elles soient de droite ou de gauche, sont caractérisées par un nationalisme virulent. Le rôle de l'État est fondamental dans cet effort: le développement économique national est poursuivi en priorité par des capitaux d'État – ou par des sociétés mixtes à capitaux d'État et étrangers – et par la

nationalisation d'entreprises étrangères. Il est naturel que ce modèle de développement entraîne la constitution d'une classe dominante indigène, plus technocratique que capitaliste. Les soi-disant «bourgeoisies nationales» ne sont pas constituées de bourgeois seulement, c'est-à-dire de capitalistes, mais en grande partie de fonctionnaires d'État (parmi ceux-ci, très souvent, les militaires détiennent une fonction déterminante) et de dirigeants indigènes d'entreprises multinationales ou mixtes. Le «**social-nationalisme**» des pays en voie de développement et des divers mouvements de libération nationale, carrefour où se forment les futures «bourgeoisies nationales», est donc la voie tiers-mondiste pour le développement économique et en même temps pour la mise en place de la technobureaucratie.

12. ITALIE - STRUCTURES ECONOMIQUES

L'étatisation directe ou indirecte de l'économie, élément caractéristique du capitalisme avancé, a atteint en Italie un niveau très élevé.

Inaugurée par le fascisme au cours des années trente, lors de la grande crise capitaliste, la politique d'intervention – massive et continue – de l'État a été largement poursuivie par les régimes de démocratie chrétienne. Aujourd'hui, plus de 31% du chiffre d'affaires des 200 principales entreprises actives en Italie est réalisé par des sociétés sous contrôle d'État. Dans ce même cadre, le capital étranger (multinational) représente environ 26%. Donc, pour ce qui est du grand capital industriel, le secteur public actuellement équivaut quasiment au secteur privé national, en termes de contrôle. Le rapport s'inverse si on ajoute au contrôle direct le contrôle indirect exercé au moyen du crédit, alors que le secteur bancaire affirme une présence publique prépondérante.

L'intervention de l'État dans l'économie italienne s'est développée typiquement par des prises de participation par actions, forme progressive et indolore d'une étatisation qui reflète bien, par sa nature capitaliste-bureaucratique, la transition de capitalisme avancé. En fait, dans l'après-guerre, l'instrument de la nationalisation n'a guère été employé que pour donner à l'État le monopole du secteur électrique (ce qui a donné naissance à l'E.N.E.L.

Par contre, le secteur des participations d'État s'est constamment et massivement étendu, soit par le développement «naturel» des entreprises existantes, soit par des opérations de «sauvetage» d'entreprises privées en déséquilibre; de la même manière, le financement public des entreprises privées – souvent annonciateur de la participation aux actions – c'est-à-dire du contrôle direct – s'est multiplié.

Au début des années 1970, 30% des investissements industriels relevaient des participations d'État, lesquelles contribuaient pour plus de 15% à la valeur ajoutée du secteur des manufactures et des mines, et pour 24% environ à la valeur ajoutée dans le secteur des transports et des communications.

Sur les quatre principales sociétés italiennes, trois sont sous contrôle public: I.R.I., E.N.I., Montedison. La première est un énorme fief économique qui contrôle près de 70% des participations de l'État. Avec plus de 180 sociétés (et des dizaines de sociétés à l'étranger) contrôlées directement par la holding centrale (I.R.I.) ou ses huit sociétés financières de secteur (Finsider, Finmeccanica, SME, etc.) et un réseau serré de participations dans d'autres sociétés publiques ou privées, opérant dans presque tous les secteurs de l'économie italienne, des banques aux supermarchés, des autoroutes aux conserves alimentaires, du chantier naval

à la sidérurgie. La seconde entreprise publique, l'E.N.I., qui est aussi une holding, par l'intermédiaire de neuf sociétés «chefs de groupe», contrôle presque deux cents entreprises ou y possède des participations; la moitié environ opèrent à l'étranger, surtout dans la pétrochimie. De même la Montedison (produits chimiques, pharmaceutiques, textiles; alimentaires) participe de plein droit au système de participations d'État, même s'il s'agit d'une société financière en majorité à capital privé. En effet l'État (surtout à travers l'I.R.I. et l'E.N.I.) n'en est pas seulement le plus gros actionnaire, mais il dépasse de beaucoup l'ensemble des actionnaires privés, la grande majorité de la propriété par actions étant véritablement pulvérisée. D'une manière analogue, l'important groupe financier Bastogi gravite autour de l'économie publique, puisqu'il est contrôlé par les instituts de crédit public.

D'autres holdings publiques (E.G.A.M., E.F.I.M. et G.E.P.I.) font sentir une présence non négligeable, même si elle est encore minoritaire, croissant dans divers secteurs productifs. La dernière-née (1971), la G.E.P.I., devrait placer dans le secteur public, temporairement en théorie, les entreprises en difficulté, dans le but de les «assainir» et de les rendre au secteur privé. En réalité, elle aussi, comme l'I.R.I. (née pour les mêmes fins), se comporte actuellement comme un instrument d'étatisation.

Le grand capital privé italien est concentré en quelques oligopoles, tels F.I.A.T.-I.F.I., Pirelli, Olivetti. Mais le secteur privé est surtout constitué par des petites et moyennes entreprises qui, en Italie, emploient encore plus de la moitié de la main-d'oeuvre. En effet, 28% des actifs dans l'industrie travaillent dans des entreprises de moins de 10 personnes; 29% dans des entreprises de 11 à 100 personnes; et 43% dans des entreprises de plus de 100 personnes. Tandis qu'en France, les proportions correspondantes sont de 12%; 27% et 61%. En Allemagne: 2%; 19% et 79%. Cette constante d'émiettement des entreprises, supérieur à celui des autres pays de capitalisme avancé, est un élément caractéristique de l'économie italienne et une des causes de sa faiblesse structurelle. Il faut pourtant observer qu'alors qu'une partie des petites et moyennes entreprises produit des biens et des services en concurrence avec les oligopoles publics et privés, une partie croissante travaille au contraire en relation complémentaire avec le grand capital. Ces entreprises ne vont pas à rencontre – contrairement aux premières – des exigences économiques de la rationalisation du capitalisme avancé. Au contraire, elles atteignent parfois de hauts niveaux d'efficacité... et d'exploitation. Un autre élément caractéristique de la structure économique italienne, en plus de l'étatisation accentuée du grand capital, et en plus du retard de la concentration, est sa dualité géographique, c'est-à-dire le sous-développement persistant de vastes régions, principalement les régions méridionales et insulaires. Ce qui a entraîné et entraîne encore des phénomènes de migration interne et des tensions sociales, résultats des phénomènes psychologiques que pose l'adaptation de grandes masses à de nouvelles conditions culturelles, et aussi de graves carences infrastructurales des pôles de développement industriel. Ce n'est pas par hasard que la reprise de la combativité ouvrière des dernières années eu, dans le Nord, comme animateurs des jeunes ouvriers émigrés, bien plus que la classe ouvrière locale, alors que cette dernière était largement syndicalisée. Si bien que le retour de flamme des révoltes dans les régions méridionales n'est pas résultat d'un hasard, mais une conséquence du rapport de domination économique Nord-Sud.

Les éléments structurels de la faiblesse de l'économie italienne (concentration retardée, dualisme accentué, production insuffisante du secteur public, coût exagéré des énormes administrations d'État, inefficience du pléthorique appareil de sécurité sociale, etc.) ont épuisé les effets du boom de l'après-guerre, qui était basé surtout sur une exploitation de la main-d'oeuvre (compression des salaires à un niveau inférieur à celui des autres pays industriels), et ne s'accompagnait pas du dynamisme nécessaire sur les plans technologiques et financiers.

D'autre part, la reprise de la combativité ouvrière vers la fin des années '60 et la revalorisation des salaires qui en fut la conséquence ramenèrent les taux au niveau européen. Le moteur italien s'en trouva paralysé. La coïncidence de l'action de ces facteurs nationaux avec la période de dépression internationale et avec la hausse des prix des matières premières, dont l'Italie est largement déficitaire – le tout dans un cadre national caractérisé par l'absence de planification et l'incapacité du gouvernement à mener une politique économique qui ne soit ni bureaucratique ni de clientèle ni d'assistance – a provoqué une crise d'une gravité, d'une portée et d'une durée sans précédent depuis les années '30. Une crise qui, selon la logique de chaque société d'exploitation et selon les mécanismes du capitalisme avancé, se présente aux travailleurs sous forme de chômage et d'inflation, et dont la solution signifiera une nouvelle progression de l'intervention économique de l'État, c'est-à-dire une nouvelle érosion du pouvoir capitaliste au bénéfice du pouvoir technobureaucratique.

13. LA STRUCTURE DE CLASSE EN ITALIE

Dans l'imbrication complexe d'éléments post-industriels et pré-industriels, proto-capitalistes et «tardo-capitalistes» qui constitue la trame économique et sociale de l'Italie (pays que l'on peut classer comme le premier de l'Europe pauvre – Espagne, Portugal, Grèce – et comme le dernier de l'Europe riche) on peut distinguer clairement les deux classes fondamentales: la bourgeoisie et la technobureaucratie.

La première est constituée d'environ 200.000 entrepreneurs capitalistes de grandes et moyennes entreprises, et de leurs familles. La seconde, numériquement aussi forte que la première, est constituée pour plus de la moitié par la multitude de dirigeants d'État; ou parastataux, par le sommet de la bureaucratie politico-syndicale, et par les managers des entreprises à participation d'État et, pour le reste, par les managers des grandes et moyennes entreprises privées. La force absolue et relative de la technobureaucratie est une conséquence du «modèle» italien de développement, c'est-à-dire des régimes fascistes et démo-chrétiens qui, pendant un demi-siècle, ont développé les appareils d'État, et de la présence notable des multinationales à capitaux étrangers. Paradoxalement, au sommet de la pyramide, l'Italie a une structure de classe plus avancée, dans le sens technobureaucratique, que les autres pays occidentaux plus développés économiquement.

La couche moyenne reproduit la division entre bourgeoisie et technobureaucratie par la division entre une petite bourgeoisie (petits entrepreneurs capitalistes de l'industrie, de l'agriculture et des services) plus une grande partie des professions libérales (sauf une minorité qui par sa fonction et par son revenu s'apparente à la classe dominante) d'environ 4 millions de personnes actives, et une petite technobureaucratie (techniciens, intellectuels, fonctionnaires non dirigeants du secteur public et du privé, militaires de carrière, enseignants, appareils des partis et des syndicats), de 3 millions de personnes actives environ. A la base de la pyramide sociale, les classes exploitées, formées par un prolétariat urbain et rural au sens étroit du terme (travailleurs manuels salariés), avec 9,5 millions d'actifs, auxquels on peut ajouter un million environ d'employés aux tâches purement exécutives et répétitives, et 2 millions de travailleurs autonomes (couches inférieures des artisans, cultivateurs directs, commerçants sans salaires) qui sont, de fait, des prestataires de travail manuel, et plus d'un million de sous-prolétaires, de travailleurs à domicile, de marginaux, etc.

Au niveau des revenus, on rencontre en Italie une inégalité très poussée. Même en éliminant les très riches (fraction supérieure de la classe dominante) et les très pauvres (le sous-

prolétariat concentré surtout dans le Sud et dans les fies), il reste que le rapport entre le revenu moyen des classes dominantes et celui des classes exploitées s'établit de 1 à 10. La dynamique sociale de ces cinquante dernières années a vu une croissance constante en dépenses, en valeur absolue et en pourcentage, de la technobureaucratie et de son secteur dans les classes moyennes, aux dépens de la bourgeoisie et de son substrat petit bourgeois. Au sein des classes exploitées, la tendance est au développement des fonctions inférieures. Dans les prochaines années on peut prévoir un modèle de développement quantitatif de la technobureaucratie, avec une diminution de la petite bourgeoisie et une certaine réduction du nombre des travailleurs manuels autonomes. Pour toutes les classes il y a eu et il y aura un transfert propre au développement industriel et post-industriel, du secteur primaire au secteur secondaire et tertiaire.

14. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE ITALIEN

Comme dans tous les États, l'évolution du capitalisme avancé se produit en Italie, dans un cadre institutionnel démocratique parlementaire. Pourtant, une grande partie du pouvoir politique, comme c'est le cas pour la plupart des pays capitalistes avancés, réside dans l'exécutif et dans les institutions étatiques non élues.

La manière d'être de ces institutions (normes, règlements, habitudes, privilèges) est celle établie par le régime fasciste, non seulement du fait que le sommet est resté le même qu'à l'époque fasciste, mais aussi et surtout parce que cette manière d'être est vraiment utile (malgré des inefficiences – remédiables – typiquement italiennes) à l'État en générale, et en particulier à la forme d'État correspondant au compromis dynamique entre anciens et nouveaux patrons, qui s'est d'abord manifesté avec le fascisme, puis dans la république «démocratique».

En plus de l'abandon par le Parlement de son rôle d'institution suprême, l'État italien présente un autre caractère typiquement capitaliste avancé: la tendance au totalitarisme. L'État tend à intervenir dans tous les domaines sociaux, pour réglementer d'abord, pour absorber ensuite. Il tend à intervenir et il intervient dans toutes les manifestations de la vie, même privée (pour l'État totalitaire il n'existe pas de «privé»), des citoyens. L'État fasciste était ouvertement totalitaire. L'État post-fasciste l'est de fait et le processus d'identification entre l'État et la société a été repris après la guerre, sous une forme moins folklorique, plus insidieuse, au niveau institutionnel ou au niveau idéologique. Pour cette invasion, menée puissamment par les appareils de contrôle répressifs et le conditionnement psycho-idéologique, l'État est amené à restreindre, plus de fait que juridiquement, l'espace des libertés individuelles et collectives, sans que la forme que prendra la politique italienne à plus ou long terme soit déterminante. Cela ne signifie pas que la forme politique n'ait aucune importance. La forme présente du système capitaliste avancé italien et celle qu'il prendra demain nous importe, parce qu'à chaque forme correspond une autre combinaison d'obéissance imposée et de consentement arraché, divers niveaux de tolérance et de répression des divergences, une possible activité politique pour les «non intégrés» et, de là, les différents moyens de mener la propagande, l'agitation, les différents types d'organisation anarchiste (de la légalité à l'illégalité, de l'action publique à la clandestinité, avec toutes les positions intermédiaires). En Italie de nombreuses variations sur le thème socio-économique du capitalisme avancé sont théoriquement possibles, de la social-démocratie (dans le sens large de démocratie réformiste) au fascisme (dans le sens autoritaire-réformiste), du modèle scandinave au modèle chilien, ou américain, ou français... le monde

occidental offre un riche assortiment. En pratique, la réalité italienne ne semble offrir qu'un probable type social-démocrate.

15. LA LONGUE MARCHÉ DU P.C.I.

La particularité du système politique italien et de sa probable évolution, par rapport à d'autres modèles occidentaux social-démocrates, est la présence d'un très important parti communiste réformiste. C'est une présence dont toute politique, en Italie, doit tenir compte, d'une façon ou d'une autre.

Le P.C.I. est un parti prolétaire de masse, qui compte sur l'appui d'un tiers de l'électorat, qui contrôle la principale centrale syndicale, qui gère un grand nombre d'administrations communales, départementales et régionales, un parti qui possède ou contrôle des coopératives et des sociétés par actions, qui influence nettement la culture, un parti qui suit, depuis 30 ans, une habile stratégie à long terme et qui, de fait, participe déjà au pouvoir.

De 1948 à 1968, le P.C.I. a reconstruit les trois quarts des lois nouvelles et ne peut donc être considéré comme un parti anti-système, révolutionnaire, mais bien au contraire comme un des piliers du système.

A la fin des années '60, il semble que l'entente, la «conciliation» entre communistes et catholiques est proche. Mais la longue marche du P.C.I. est stoppée par les États-Unis, qui ont des solides intérêts économiques et stratégiques en Italie, et par le «parti américain» (sociaux-démocrates et démo-chrétiens), qu'ils ravitaillent, qui mène une stratégie de la tension, provoque la scission de la social-démocratie, manoeuvre et exerce des chantages politico-financiers.

L'accumulation et l'accentuation des contradictions sociales, économiques, politiques, le référendum sur le divorce et les résultats des élections du 15 juin (qui ont mis en évidence, notamment, le passage des électeurs de classe moyenne de la D.C. au P.C.I.), ont sanctionné le déclin du régime de démocratie-chrétienne et ont fait reprendre au P.C.I. sa marche vers une participation directe au pouvoir. Il existe encore une forte résistance de la «métropole» impériale américaine, résistance que le P.C.I. s'efforce de vaincre à tout prix, en accentuant son «occidentalisation», en acceptant de reconnaître l'OTAN par exemple. Une résistance que les États-Unis pousseront difficilement jusqu'à une solution «à la chilienne». L'hypothèse politique la plus probable, pour les années qui viennent, demeure cette «voie italienne du réformisme», laquelle, en l'absence d'un vrai et fort parti social-démocrate, ne peut s'axer sur P.C.I., en adoptant soit une version «alternative de gauche», soit une version «compromis historique». Le fait est qu'une planification sérieuse est indispensable à l'Italie, comme à tout autre pays de capitalisme avancé; peut-être plus encore, compte tenu du désordre et de la vétusté d'une partie des structures de la production et de la distribution, le dualisme Nord-Sud, etc.

Cette remise en ordre ne peut se réaliser sans la collaboration des syndicats, gérants et contrôleurs de la combativité ouvrière. Or, parler des syndicats aujourd'hui, en Italie, signifie essentiellement parler du P.C.I. Il faut admettre que ce n'est pas l'unique hypothèse pour le futur de l'Italie, mais, à notre avis, elle est la plus probable, celle qu'il nous faudra sans doute affronter. Cette hypothèse comporte un processus continu de transformation de l'État, dans le sens autoritaire, mais sous des dehors démocratiques, et un déplacement ultérieur «à droite» du P.C.I. C'est en tenant compte de cette hypothèse que doit se définir une stratégie révolutionnaire.

16. A LA GAUCHE DU P.C.I.

Le déplacement progressif à droite du P.C.I., qui depuis plusieurs années a ouvertement abandonné les dernières bribes de langage et de mythologie révolutionnaires, a laissé et laissera toujours plus ouvert un espace politique à sa gauche. Ce qui s'est traduit tout d'abord par la naissance d'une multitude d'organisations marxistes-léninistes, sorte de P.C.I. en miniature présentant une version révolutionnaire, qui ont agilement chevauché le tigre de la contestation étudiante et de la reprise de la combativité ouvrière, presque simultanée, avec ses formes «assembléistes», pratiquement d'esprits anarcho-syndicaliste, utilisation qui n'a été possible que grâce à la quasi-inexistence d'un mouvement anarchiste et libertaire.

Les marxistes-léninistes ont développé un rôle objectivement contradictoire: gêner et servir le P.C.I. Le service involontairement fourni au P.C.I. s'est fait en lui donnant une «couverture extrémiste», ce qui a permis au parti de mettre en évidence son visage réformiste et raisonnable. D'autre part, il s'est créé une sorte de «parking» pour les rebellions juvéniles, d'où il est aisé de réintégrer, tôt ou tard, le P.C.I. En effet, au cours des dernières années, les organisations de la jeunesse communiste ont enregistré une certaine reprise, en récupérant de nombreux déçus de l'expérience extra-parlementaire gauchiste. Un phénomène analogue est survenu à partir de 1968 et plus nettement encore en 1969, à la gauche des syndicats, avec l'ouverture d'un espace politique pour des actions (grèves sauvages, sabotages, etc.) et des organisations (assemblées, C.U.B., etc.) extra-syndicales. Ici, l'oeuvre de récupération des syndicats a encore été plus intense et efficace que celle du P.C.I.

Il est incomparablement moins dangereux de laisser place à l'«insubordination» étudiante qu'à la révolte ouvrière. La rébellion étudiante naît d'une révolte antiautoritaire et d'un profond sentiment de malaise face à l'inadaptation des structures scolaires à l'entrée massive de la population jeune, et aussi aux nouvelles compétences et fonctions des techniciens; elle n'a pas en soi des perspectives réellement révolutionnaires, si l'on tient compte de la destination fonctionnelle (petite technobureaucratie) et des intérêts de classe des diplômés. Le même esprit de révolte se manifestant dans les classes exploitées conduit évidemment à des conséquences tout autres. Car la combativité étudiante porte un préjudice moindre au système que celle de la classe ouvrière. Après la grande peur des trois centrales syndicales de se voir «dépassées», lors de l'automne «chaud», elles ont su s'adapter à la volonté de démocratie directe exprimée par la base, et ont démontré une agilité et une habileté inattendus, récupérant en grande partie les assemblées, les délégués du personnel et les conseils d'usines, les utilisant comme instruments de mesure des «humeurs» ouvrières, et s'en servant pour obtenir le *consensus*.

Le renforcement du P.C.I. lors des élections administratives du 15 juin 1975, a surpris les petits partis marxistes-léninistes (dont trois d'entre eux avaient présenté une liste), et a accéléré le déplacement «à droite» de Avanguardia Operaia et du P.D.U.P., dans le sillage du P.C.I. Ils constituent désormais une sorte de courant de gauche de ce parti. Par un mouvement symétrique, compensateur, peut-être momentané, le troisième courant «extra-parlementaire» organisé, Lotta Continua, est revenu à des positions de «gauche subversive». De toute façon les marxistes-léninistes répètent les formules faussement révolutionnaires du vieux socialisme autoritaire, et ne constituent pas une véritable alternative au P.C.I. ou aux bureaucraties syndicales. Seul l'anarchisme se présente sérieux et cohérent pour la lutte des exploités d'aujourd'hui, contre les vieux et les nouveaux patrons. Seul l'anarchisme peut fournir les

instruments théoriques et pratiques pour interpréter le procès de l'évolution technobureaucratique et s'y opposer, en organisant la volonté révolutionnaire du refus du système. Un refus que le P.C.I. ne peut plus feindre, car ses propres propositions diffèrent de moins en moins du système lui-même.

17. LE CHOIX REVOLUTIONNAIRE

Le projet anarchiste est un projet *révolutionnaire*, parce que la constitution d'une société égalitaire et libertaire n'est possible qu'à travers une «révolution», c'est-à-dire une phase, plus ou moins violente, de profondes et rapides transformations économiques, politiques, morales, etc.

Le choix révolutionnaire est un choix impératif, car la révolution est un passage obligatoire pour toute transformation fondamentale de la société. En effet, la révolution est nécessaire non seulement en raison de la résistance violente des classes dominantes s'opposant à la perte de leurs privilèges, mais surtout parce qu'elle libère la disponibilité populaire au changement radical; la minorité peut devenir majorité, et le peuple des exploités se faire sujet historique.

Ce n'est qu'en périodes exceptionnelles, quand les «certitudes» de l'existence perdent leur signification, quand le système traditionnel des valeurs et les institutions du pouvoir perdent leur caractère sacré, en ce moment de crise seulement se brise la vraie base de l'ordre constitué: le consentement passif des masses. Ce n'est qu'en ces périodes que disparaît dans l'individu, et donc dans les masses, la domination psychologique des «maîtres», faite de structures caractérielles et d'idéologies mystificatrices, inculquées aux exploités dès la naissance. L'histoire humaine a toujours vu des «crises» révolutionnaires comme points d'arrivée d'évolutions passées et points de départ nécessaires pour de futures évolutions. A plus forte raison, ce passage révolutionnaire – condition nécessaire pour que se libèrent les tendances égalitaires et libertaires, et les énergies créatrices du peuple – est voulu par les anarchistes qui s'efforcent de l'étendre à tous les rapports sociaux et le souhaitent d'une nature et d'une profondeur telles qu'il exigera une participation active, volontaire et consciente du plus grand nombre possible de femmes et d'hommes.

18. LUTTE DE CLASSE ET REVOLUTION

Le projet révolutionnaire anarchiste découle de la lutte de classe des exploités, et trouve en elle la garantie de la possibilité, sinon de la probabilité, de sa réalisation. L'existence universelle de la lutte de classe dans toute société hiérarchique nous donne une première indication en ce sens, une indication apparemment banale, mais fondamentale: l'inégalité sociale n'est pas naturelle, et c'est seulement l'emploi de moyens coercitifs (psychologiques et physiques) qui en garantit le maintien.

Une seconde indication, qui naît de l'observation des multiples conflits entre dominés et dominateurs, est que les serfs de la terre, les esclaves, les salariés, les exploités et les laissés-pour-compte de tous les systèmes tendent constamment à rejeter leur condition de classe. Ce qui signifie objectivement que les aspirations émancipatrices ne sont réalisables que par l'abolition des classes et la création d'une société égalitaire. De fait, l'histoire des révoltes et des révolutions nous a laissé de nombreux exemples qui montrent que les exploités, quand ils réussissent à organiser à leur manière la société, le font suivant des méthodes qui les rapprochent de l'égalité et de la liberté.

Un troisième élément que l'on tire de l'histoire de la lutte de classe est définissable à partir des indications pratiques, des «utopies» populaires épisodiquement et fragmentairement réalisées dans une créativité de marque spontanément libertaire, des exemples qui montrent comment le peuple entend son émancipation collective. L'anarchisme est né de cette millénaire attirance pour l'égalité et la liberté. Il a développé les tendances objectives des exploités et leurs orientations exemplaires dans un système de pensée et d'action qui représente le plus haut niveau atteint jusqu'à présent dans le savoir théorique et pratique révolutionnaire. Cependant, lutte de classe et lutte révolutionnaire anarchiste ne s'identifient pas. En premier lieu, la lutte de classe peut se mener de manière réformiste, et c'est même sa forme dominante lors des périodes pré-révolutionnaires. En second lieu, le conflit social ne s'épuise pas dans la lutte de classe, mais exprime aussi d'autres révoltes qui, dans un système hiérarchique complexe et sophistiqué, naissent d'inégalité et de dominations différentes: sexuelle, ethnique, raciale, etc. Toutes ces révoltes ont entre elles un commun caractère égalitaire; la lutte de classe s'y surajoute, en partie, mais pas nécessairement ni complètement. De toutes ces révoltes, et aussi des révoltes individuelles, l'anarchisme peut tirer des apports théoriques et pratiques – comme mouvements et aspirations d'émancipation partielle – doivent confluer dans le projet révolutionnaire d'émancipation globale.

C'est seulement par ce projet conscient et organisé, par cette recomposition, qui peut se réaliser la puissance révolutionnaire de la lutte de classe. Hors de cette possibilité, il n'y a que la réalité historique d'une continuelle transformation de l'exploitation et de l'oppression, dans laquelle la lutte de classe des exploités ne peut «faire histoire», c'est-à-dire ne peut apporter de changements «structurels», sinon en faveur d'une nouvelle classe dominante, pour les intérêts de laquelle elle se fera encore une fois le vecteur. En Italie, dans un proche avenir, cela signifie que la lutte de classe des exploités servira, qu'ils le veuillent ou non, les intérêts technobureaucratiques, tant que la poussée libertaire ne se présentera pas avec suffisamment de force.

19. LA REVOLUTION LIBERTAIRE

Nous avons dit révolution «libertaire» plutôt que révolution «anarchiste» ou simplement «révolution». C'est que nous ne croyons pas à la possibilité d'une révolution strictement anarchiste, ni à l'utilité d'une révolution «quelconque». Après 50 années d'expériences (Russie, Espagne, Chine, Cuba), il est en effet clair que: 1) la libération des tendances populaires, égalitaires et libertaires est un phénomène éphémère si elle n'a pas la possibilité de s'exprimer dans des organisations adéquates; 2) le «socialisme d'État» ne constitue pas un pas en avant sur la route de l'émancipation humaine. Par ailleurs, même si les anarchistes peuvent croître numériquement et qualitativement avant la révolution, nous ne croyons pas qu'ils puissent arriver à réunir suffisamment de force, ni leurs idées gagner suffisamment d'influence, pour donner une empreinte univoque à la transformation révolutionnaire. D'autres forces participeront à celle-ci. La présence anarchiste devra cependant, dès le début, donner un sens libertaire et égalitaire à la révolution, par la destruction de l'appareil d'État, par l'abolition de la propriété privée, par la création d'organismes de base pour l'autogestion et la démocratie directe. Les autres composantes révolutionnaires ne devront pas être prépondérantes au point d'étouffer dans l'oeuf l'autogestion populaire et l'expérience révolutionnaire, en empêchant le développement pluraliste et décentralisé de la révolution.

Cette révolution, la révolution sociale libertaire, la seule révolution pour laquelle il vaut la peine de sacrifier un peu de présent, parce que ce n'est qu'en elle que l'on peut placer une espérance raisonnable, naît du concours d'une série de conditions favorables. Le but de l'action anarchiste est de créer ces conditions. De ces conditions, quelques unes peuvent être qualifiées de subjectives, certaines d'objectives; les unes déterminées ou déterminables par la volonté du «sujet révolutionnaire», d'autres qui lui sont inaccessibles.

Les conditions objectives sont en général celles qui favorisent toutes les révolutions: crise économique, guerre, conflit entre groupes sociaux dominants, fort affaiblissement ou délabrement du pouvoir, etc. L'histoire des révolutions peut fournir de nombreux exemples de ces conditions objectives favorables. Celles-ci n'étant pas influençables par le mouvement révolutionnaire, pour le moins directement et de manière prévisible, elles n'entrent pas dans la catégorie des buts explicites de l'action anarchiste.

Les conditions subjectives nécessaires à une révolution sociale libertaire sont schématiquement la plus grande extension possible, quantitative et qualitative, du mouvement anarchiste et de la présence libertaire organisée dans le conflit social, et aussi la plus grande diffusion possible de la conscience critique, de l'esprit de révolte antiautoritaire. Quand nous parlons de la plus grande extension possible, nous voulons dire, d'une part qu'il existe, en période non révolutionnaire, des limites relativement étroites au militantisme révolutionnaire, à l'acceptation et à la compréhension de l'idéologie anarchiste, et aussi à la pratique de la méthode libertaire. D'autre part, par cette même expression nous entendons souligner qu'un degré de «saturation» est nécessaire pour que la révolution trouve la possibilité de se développer dans un sens anarchiste, pour que les tendances naturelles des exploités aient la possibilité d'émerger, de s'organiser et de mûrir progressivement vers les formes les plus avancées de liberté et d'égalité. Ce sont donc des objectifs stratégiques de l'action anarchiste. Leur quantification et leur rythme par rapport au temps ne sont pas évaluables. Le temps nécessaire au développement optimum des conditions subjectives pour la révolution libertaire est fonction de tant de variables que toute prévision ne peut que refléter le pessimisme ou l'optimisme de celui qui la formule. Il est seulement possible de dire, au stade actuel des choses, que nous sommes encore loin du but et que la tâche qui nous attend est énorme.

20. MOYENS ET FINS

Il est possible de fixer une série d'objectifs intermédiaires, d'étapes successives qui définissent la stratégie révolutionnaire, dans le sens d'une progressive élaboration des objectifs finaux eux-mêmes, c'est-à-dire d'un progressif rassemblement des conditions subjectives favorables à la révolution sociale libertaire. En ce sens, moyens et fins s'identifient, et la croissance des uns correspond au rapprochement des autres. Cela n'enlève rien à la valeur révolutionnaire des mille luttes particulières par lesquelles les exploités et les opprimés arrachent aux patrons des parcelles de bien-être et des fragments de liberté, ou défendent ces conquêtes. C'est même principalement par la présence des anarchistes, dans ces phases du conflit social, que peuvent mûrir les conditions révolutionnaires. Il est hors de discussion en tout cas que de telles luttes, indépendamment de leur valeur pour des fins révolutionnaires, revêtent une grande importance pour les classes inférieures, et il serait insensé de renoncer à vivre un peu mieux. Nous nions pourtant que les conquêtes partielles qui résultent de ces luttes puissent signifier une progression qui conduit objectivement à la révolution.

L'intervention des anarchistes dans ces luttes est motivée par leur valeur indicative, c'est-à-dire de prise de conscience sociale des protagonistes, surtout si cette intervention dégage des objectifs et emploie des méthodes de caractère libertaire et égalitaire. Ainsi par exemple les revendications qui visent, sur le lieu de travail, à atténuer les inégalités entre les travailleurs, ont une valeur dans la mesure où elles développent chez les exploités un esprit de solidarité et une volonté de nivellement, non parce qu'il est possible d'éliminer progressivement cette inégalité, mais parce qu'elles unifient les intérêts objectifs des travailleurs. Il existe, de fait, des inégalités incompréhensibles parce qu'elles sont à la base du fonctionnement du système d'exploitation. De même, les batailles pour conquérir plus de liberté n'ont de valeur qu'en ce qu'elles peuvent développer la rébellion antiautoritaire des opprimés. Même en matière de liberté, il existe des limites infranchissables, parce qu'elles sont vitales pour l'État. En réalité, les batailles dans ce domaine, dans les régimes formellement «démocratiques», comme en Italie, sont le plus souvent destinées à défendre les libertés existantes contre les attaques du pouvoir; elles sont défensives, et le seront toujours plus en raison du développement totalitaire de l'État dans les sociétés industrielles avancées. L'illusion concernant l'existence d'objectifs et de conquêtes partielles objectivement révolutionnaires, relève d'une version paradoxale du réformisme. Ces conquêtes partielles et parcellaires, sont, nécessairement, réformistes en ce sens qu'elles peuvent être intégrées, ou absorbées, ou déformées par la dynamique du capitalisme avancé. Mais la conscience en éveil, le développement des organisations extra-institutionnelles, c'est-à-dire l'acquisition des méthodes libertaires de lutte est ce qui intéresse les anarchistes. Parce que ces mêmes résultats obtenus grâce à une pratique autogestionnaire et par l'action directe nous rapprochent de la révolution libertaire, alors qu'obtenus par délégation ou par des organes hiérarchisés, ils s'en éloignent. C'est là un cas exemplaire de la cohérence anarchiste entre moyens et fins, et ce n'est pas un choix moral. Entre moyens et fins, il existe des rapports de cause à effet, et le choix des fins conditionne celui des moyens, tout comme l'usage des moyens déterminés entraîne des résultats déterminés, quelle que soit la volonté de ceux qui les emploient. Il est donc idéaliste et mystifiant d'affirmer que la fin justifie les moyens. Au contraire, ce seraient plutôt les moyens qui justifieraient les fins, car en eux-mêmes ils les contiennent déjà en partie.

21. LE MOUVEMENT ANARCHISTE

Les anarchistes ne sont pas une minorité-guide, mais une minorité consciente et active, non une avant-garde de masses, mais le ferment révolutionnaire dans les masses. Le mouvement anarchiste doit constituer un point de référence doctrinale pour les exploités, porteur du projet anarchiste – révolutionnaire, égalitaire, libertaire – dans son intégrité et dans sa cohérence, en même temps que par sa diversité. Dans son intégrité et dans sa cohérence, en définissant les buts fondamentaux à chaque succès partiel, lors de chaque fourvoiement, pour toute réaction. Dans sa diversité pluraliste: en présentant dans une fraternelle confrontation et en vue d'une collaboration, toute sa richesse d'interprétations, d'analyses, de conceptions organisationnelles. Un des objectifs de notre action est de construire un mouvement fort par son influence, son expansion, son sérieux. Un mouvement organisé de telle façon qu'il ne contredise pas sa cohérence en échange d'une efficacité mal comprise. Par contre, les organisations anarchistes – groupes, fédérations, etc. – doivent sacrifier un peu de cette efficacité en faveur de la cohérence, parce que c'est dans cette dernière que réside l'efficacité anarchiste. Ainsi seulement, évitant eux-mêmes le danger de l'autoritarisme et de la bureaucratie, les anarchistes pourront

jouer leur rôle critique, même envers les organisations libertaires, contre les déviations «efficientistes».

22. GROUPES ET FEDERATIONS

La structure organisationnelle du mouvement anarchiste doit correspondre à sa structure pluraliste, et doit donc s'articuler dans une confédération – formelle ou informelle – de fédérations de tendances, lesquelles réunissent les groupes qui ont une manière commune de comprendre l'anarchisme, et dans des fédérations géographiques, qui réunissent les groupes sur la base de l'appartenance à une même ville ou région, ce qui peut favoriser une communauté de problèmes et de luttes.

Les rapports fédératifs entre groupes sont la traduction naturelle de la conception organisationnelle de l'anarchisme, conception qui doit se traduire aussi au plan international. Mais avant même le niveau fédératif, il existe pour nous le premier moment organisationnel de l'anarchisme: *le groupe d'affinité* traditionnel. Celui-ci est un noyau de militants assez réduit en nombre pour permettre la participation de tous aux décisions, et suffisamment grand pour bénéficier des différentes expériences personnelles et de lutte: souple quant aux possibilités de décision et pourtant fidèle au refus anarchiste de la méthode majorité-minorité. Parce que les caractéristiques essentielles de l'organisation anarchiste sont la démocratie d'assemblée et l'unanimité dans les décisions. Seuls des noyaux peu nombreux, à forte cohésion d'opinion générale et particulière, peuvent en même temps respecter des principes de base, tout en étant efficaces pour les décisions. Des groupes d'affinité: affinités d'idées, mais aussi affinités personnelles, indispensables du fait que le groupe n'est pas une entreprise, mais une manière de vivre ensemble la lutte, partie intégrante de la propre vie. La vie du mouvement est d'autant plus riche que son réseau organisationnel est dense et différencié; un réseau qui englobe, outre les groupes et fédérations, les autres noyaux associés, d'importance locale ou nationale, de durée éphémère ou permanente selon les cas: collectifs, comités, cercles etc. Les organes de presse ont toujours été et seront toujours des instruments de cohésion et de relations fonctionnels.

23. LE MOUVEMENT LIBERTAIRE

Le mouvement libertaire est un ensemble d'organisations composées non seulement d'anarchistes – les anarchistes peuvent y être en minorité –, mais par des militants qui pour le moins partagent en partie les moyens et les fins de l'anarchisme. En d'autres termes ce sont des organisations qui, même s'ils ne professent pas l'anarchisme dans sa totalité, en acceptent en grande mesure la pratique et les thèmes antiautoritaires et égalitaires, même si c'est de façon sectorielle et sous forme de compromis-médiation dans les luttes sociales. Dans les usines, les casernes, les écoles, les quartiers, là où se développent les conflits, là où se manifeste la rébellion contre la domination de classe, le refus de l'exploitation, de l'oppression ethnique, de la répression sexuelle, en bref là où s'affirme la négation plus ou moins consciente de l'autorité, il naît parfois par l'initiative des anarchistes, mais le plus souvent de façon spontanée, des cellules à caractère libertaire, plus ou moins éphémère. Dans toutes ces structures de base, instruments de l'action directe, et notamment dans les coopératives réellement autogérées, dans les expériences communautaires alternatives de la famille dans les initiatives pédagogiques

antiautoritaires... se trouve la matière constitutive d'un mouvement libertaire, dans lequel le «faire» des militants anarchistes peut devenir le «faire» des exploités.

24. LES ORGANISATIONS LIBERTAIRES

Les anarchistes doivent agir non seulement pour permettre la création de cellules de luttes autogérées, mais aussi pour faire en sorte que ces cellules se rapportent entre elles, par secteurs d'intervention et géographiquement, afin d'éviter l'isolement qui les stérilise ou favorise leur absorption par les institutions – partis, syndicats ou organisations-succursales. La présence active des anarchistes et de leurs idées nettes sont essentielles dans cette phase de rassemblement et de développement, essentielles aussi pour éviter les déviations de type hiérarchique.

Naturellement il sera impossible d'appliquer aux organisations libertaires les critères organisationnels valables et indispensables du mouvement anarchiste. De toute manière, le devoir constant des anarchistes dans ces organisations sera d'empêcher que se crée une direction et d'éviter que se perde la pratique de l'autogestion des luttes, c'est-à-dire la démocratie directe. Nous entendons que dans les luttes sociales et dans la construction d'organisations libertaires, les anarchistes doivent agir de façon «unitaire», conscients que leurs divergences sont toujours moins importantes que ce qui les unit. Il serait absurde de reproduire au niveau des organisations libertaires ce pluralisme organisationnel qui est au contraire naturel, et vital pour le mouvement anarchiste spécifique.

D'autre part, il nous semble que les rapports entre mouvement anarchiste et mouvement libertaire ne doivent être en aucune façon institutionnalisés, surtout hiérarchisés (du type contrôle du parti sur l'organisation de masse). Le seul et le sûr lien entre les groupes et les fédérations anarchistes d'une part, et les organisations libertaires d'autre part, doit être la présence active des militants anarchistes au sein de ces dernières et l'influence qu'ils exercent sur les camarades de lutte, grâce à l'estime qu'ils ont su gagner quotidiennement. Au delà de cette forme d'influence, le mouvement libertaire doit être complètement autonome du mouvement anarchiste, pour le bien de chacun.

25. L'ANARCHO-SYNDICALISME

Parmi tous les domaines où se manifeste la présence libertaire, c'est le mouvement ouvrier et paysan qui a prévalu, Et ce n'est pas par hasard. Par sa nature, l'anarchisme, théorie et pratique de l'émancipation, ne pouvait pas ne pas participer aux organisations de défense et de lutte des exploités – il les a souvent créées-, il ne pouvait pas et ne peut pas être absent des manifestations organisées de la lutte de classe. Ce n'est pas par hasard non plus que le mouvement anarchiste est né des sections antiautoritaires de la Première Internationale.

La forme la plus importante et la plus systématique de la présence anarchiste dans les luttes quotidiennes des travailleurs est l'anarcho-syndicalisme, grâce auquel, dans de nombreux pays, parfois pendant de brèves périodes, s'est constitué un mouvement libertaire ample, conquérant, redouté et respecté. Un mouvement proche (semblable à celui d'Espagne en 1936) de ce qui nous paraît être la condition indispensable d'une révolution libertaire.

Plus pratique que théorique et, en partie, à visage différent suivant les pays, l'anarcho-syndicalisme a présenté deux caractéristiques communes et constantes: il était libertaire et révolutionnaire. Ses structures étaient le plus possible décentralisées et non bureaucratiques. Ses fins révolutionnaires d'émancipation intégrale des travailleurs étaient toujours mises

en avant, même dans les épisodes de la lutte quotidienne, vécus comme des escarmouches préparatoires à la bataille finale. A distance d'un demi-siècle des années du plus grand essor de l'anarcho-syndicalisme, celui-ci se présente encore comme un méthode fondamentale d'intervention libertaire, comme un des secteurs moteurs de ce mouvement libertaire que nous devons construire et développer.

Toute la thématique anarcho-syndicaliste doit être amplement et sérieusement étudiée et rediscutée. Le mouvement ouvrier n'est plus le même, parce que la classe ouvrière n'est plus la même: la communauté marginale donc culturellement autonome et subversive exploitée durement, est devenue à peine plus qu'une catégorie statistique, culturellement en voie de rapide intégration, et exploitée dans une mesure et dans des formes plus aisément tolérables. Les organisations autoritaires et réformistes qui se sont emparées du mouvement ouvrier ont été à la fois l'effet de cette évolution de classe et la cause d'une accélération de l'évolution.

Les dix dernières années cependant ont démontré que l'intégration culturelle et politique de la classe ouvrière n'est pas irréversible; que le refus du système peut encore être amorcé par des luttes partielles, en vue d'améliorer la position de classe dans le système: et surtout que dans les pays déchirés par de fortes contradictions socio-économiques, les travailleurs subordonnés, les prolétaires peuvent encore être les acteurs d'une combativité sociale extrême, dangereuse pour la stabilité du système. Les travailleurs, de 1969 à aujourd'hui, ont à plusieurs reprises, et à des degrés divers, bousculé les structures institutionnelles de la lutte de classe – les centrales syndicales –, même s'ils n'ont pas réussi jusqu'ici à créer une alternative d'organisation extra-institutionnelle, sinon de façon éphémère et partiellement. Il a manqué malheureusement, au cours des années cruciales de la renaissance de la combativité ouvrière, non seulement une présence anarcho-syndicaliste, mais aussi une solide présence anarchiste de qualité, pour favoriser la mutation de l'épisodique et du temporaire en projet révolutionnaire, en structures libertaires. Cela, pour éviter la dispersion de la récupération des minorités les plus combattives et conscientes. Dans ces structures qui ne doivent pas venir du «dehors» ou «d'en haut», mais doivent être construites «dans» le mouvement des luttes extra ou anti-institutionnelles, dans cette refonte du syndicalisme révolutionnaire et libertaire, se trouve la garantie de la véritable autonomie prolétarienne.

Aujourd'hui, dans les pays industriels avancés, l'anarcho-syndicalisme a encore, croyons-nous, la possibilité de s'affirmer; minoritaire, naturellement, mais non négligeable, compensant par sa combativité et son agilité le désavantage numérique dans les confrontations avec les syndicats bureaucratisés. Cela, surtout en misant sur le «moment» libertaire, c'est-à-dire sur la pratique de la démocratie d'assemblée et de l'action directe, qui offrent la meilleure garantie par leur opposition fondamentale à la hiérarchie sociale, économique et politique; c'est-à-dire une dimension révolutionnaire.

26. PRESENCE CULTURELLE

Davantage que sur la répression, chaque société hiérarchisée se base sur le consentement des exploités, par leur adhésion au système des valeurs dominantes. Un consentement qui, en principe, contribue à enfermer à l'intérieur du système l'inévitable antagonisme de classe. La tendance à l'envahissement totalitaire de la société capitaliste

avancée se traduit par un contrôle psycho-idéologique croissant, grâce aux extraordinaires possibilités qu'offrent les mass-media, qui défendent les idéologies dominantes avec une intensité et une force de conviction que seules les religions égalent dans leurs périodes fastes. Les mass-media et la scolarisation massive sont en train, notamment, d'éliminer rapidement l'unique avantage de la marginalité populaire: une certaine autonomie culturelle et subculturelle.

Du fait de la disparition pratique de l'idéologie bourgeoise pure (le libéralisme et les valeurs d'un individualisme non égalitaire), les idéologies aujourd'hui dominantes, en Italie, dans le domaine de l'information et plus généralement dans celui de la culture, sont en fait les versions variées d'une idéologie unique de l'évolution technobureaucratique. Idéologie qui va du réformisme mou et opportuniste, avec ses valeurs ambiguës de paternalisme bureaucratique, jusqu'au réformisme de souche marxiste, plus cohérent, avec ses principes de collectivisme hiérarchisé et méritocratique. Cette dernière idéologie marque la présence culturelle la plus solide et la plus totale, une présence qui se renforce même au niveau académique et artistique, grâce à une meilleure adaptation à l'évolution historique, grâce à un plus grand sérieux intellectuel, grâce à trente ans d'un savant et patient travail du P.C.I.; une présence qui n'est presque plus contestée dans le monde intellectuel progressiste italien.

Aujourd'hui, la présence culturelle libertaire est pratiquement inexistante, à tous les niveaux, parmi les intellectuels, au sein du peuple, dans les minorités rebelles. Du fait de cette absence, les plus solides acquisitions anti-autoritaires ont été paradoxalement traduites suivant le code marxiste, c'est-à-dire en langage autoritaire, et cela dans le camp de la pédagogie, de l'urbanisme, de la sociologie, de la psychologie, leur enlevant tout contenu révolutionnaire et les neutralisant. Il faut donc recréer une culture libertaire dans tous les domaines, en développant quantitativement et qualitativement la presse et l'édition anarchistes, en multipliant les initiatives, mais tout d'abord et de façon continue, par un effort d'enrichissement et de mise à jour des grands thèmes de la pensée anarchiste, qui sont les thèmes de la libération de l'homme.

L'anarchisme, par son extrême cohérence et sa lucidité critique rejetant toute forme de domination, doit être le point de référence pour toute manifestation authentiquement anti-autoritaire dans les sciences humaines; l'anarchisme, par sa défense passionnée de la libre créativité individuelle et collective, doit être le point de référence pour les écrivains, les acteurs, les peintres qui refusent le rôle d'amuseurs du système, mais ne veulent pas non plus être au service des vieux et des nouveaux «danovistes»; l'anarchisme doit être surtout un point de référence et un ferment culturel pour le peuple des exploités, parce qu'une véritable culture répondant à la culture de la classe dominante est liée au développement d'un vigoureux mouvement libertaire, c'est-à-dire à la croissance des luttes sociales consciemment anti-autoritaires.

27. VIOLENCE ET LUTTE ARMEE

Mis à part quelques petits noyaux de non-violents et de terroristes, les anarchistes ont toujours observé, à propos de la question de la violence, une attitude équilibrée: ni acceptation, ni refus global, mais compréhension et justification suivant les conditions et les circonstances. Ils ont toujours refusé la violence aveugle de type terroriste. Ils ont au contraire justifié ou compris sur le plan moral l'emploi de la violence défensive ou justicière, tout en nuancant leurs jugements

quant à son utilité et à son opportunité. Ils considèrent que l'usage de moyens violents peut entraîner des conséquences politiques et psychologiques multiples et contradictoires selon le moment, le lieu et le comportement.

C'est pour des considérations d'opportunité, et donc d'efficacité, qu'à finalement été – et doit être – jugée la «violence sur les choses» (attentats spectaculaires, dévastation de bureaux, sabotages dans les usines, etc.). De tout façon, l'élément fondamental pour juger de la convenance des moyens de lutte violents est le rapport logique – et l'effet apparent – entre les actions violentes et leurs motivations, c'est-à-dire la compréhension des actions par le «public» prolétaire et par l'opinion publique en général.

La vraie lutte armée, la guérilla urbaine, celle qui s'est présentée au cours des dernières années – même en Italie (avec les Brigades Rouges et les Noyaux Armés Prolétariens), ou en France (le GARI), ou en Allemagne (Fraction de l'Armée Rouge et «2 Juin»), ne peut avoir, en dehors des situations pré-révolutionnaires, qu'une valeur exemplaire, de «propagande par le fait». Le jugement sur la convenance de cette forme particulière de propagande révolutionnaire, de stimulant à la révolte, doit être rendu suivant des considérations d'efficacité et d'économie, par rapport à sa capacité réelle à réveiller des ferments rebelles, accroître et accélérer la prise de conscience des exploités, et aussi par rapport au «coût» de la lutte armée et de ses conséquences.

A notre avis, pour ce qui est de l'Italie d'aujourd'hui, comme pour les pays industrialisés en général, formellement démocratiques, le bilan est nettement déficitaire. Notre jugement est donc négatif, comme il est également négatif pour ce qui concerne en général l'usage de moyens violents quand il n'est pas compris par la conscience collective des exploités, ou tout au moins des grandes minorités prolétariennes rebelles. Ce qui ne signifie pas qu'ailleurs et en d'autres temps et circonstances, ce jugement ne puisse être différent.

28. LA DIMENSION INTERNATIONALE

L'action anarchiste peut et doit avoir une dimension internationale, non seulement en raison de sa vocation internationaliste, mais aussi parce que si la révolution libertaire peut éclore dans un cadre national, elle ne peut raisonnablement pas s'y limiter sans risquer d'être écrasée ou étouffée. Non seulement parce que l'exploitation et la domination ont également une dimension supranationale, particulièrement notable dans les pays à économie fragile, comme l'Italie, mais également parce que les antagonismes sociaux et les situations politiques présentent de grandes analogies – et connaissent des interdépendances – dans plusieurs pays européens. En ce sens, on note des affinités entre l'Italie et les autres pays de l'Europe latine (Espagne, Portugal et même France), lesquels, par leur niveau de développement socio-économique et par leurs traditions historiques, connaissent une plus grande combativité ouvrière et produisent des nouveaux ferments de la rébellion anti-hiérarchique, caractéristique des pays de capitalisme avancé.

Pour le projet anarchiste, une importance particulière peut être accordée à l'Espagne, où le mouvement anarchiste a conservé des racines prolétariennes, malgré quarante années de fascisme, comme semble l'indiquer l'actuelle reconstruction de la C.N.T. et où la transition post-franquiste, qui s'opère dans des conditions économiques et politiques

difficiles, peut offrir des occasions et des terrains favorables aux forces libertaires. Cela en raison aussi à la ligne politique de compromis et de réformisme du P.C. espagnol.

29. CONTRE L'HISTOIRE

Pour résumer l'action anarchiste en Italie – en tenant compte de la réalité immédiate et des ses contradictions, sans rien concéder aux illusions, ni céder au pessimisme –, celle-ci doit agir contre l'évolution naturelle du système, marquée par la tendance totalitaire et hiérarchique. Elle doit soutenir tout ce qui agit dans un sens égalitaire et libertaire, dans les usines, les écoles, les quartiers urbains, les campagnes, dans tous les conflits sociaux, en soutenant les luttes et en mettant en évidence leur contenu antiautoritaire original essentiel. Il s'agit d'organiser ou d'aider à organiser les poussées égalitaires pour qu'elles débouchent sur des projets et des structures cohérents, pour empêcher leur affaiblissement ou leur instrumentalisation par des oppositions institutionnelles. Il s'agit enfin de traduire les meilleures prises de conscience égalitaire et libertaire en projets et structures anarchistes.

L'ORGANISATION DES G.A.F.

L'accord fédératif des G.A.F. porte strictement sur l'essentiel et respecte ainsi la simplicité organique de la fédération. Ainsi, ce qui distingue les modalités de l'organisation des G.A.F. de celles des autres fédérations anarchistes, c'est l'absence de toute fonction fixe ou représentative. La vie même de la fédération, se base délibérément sur les accords davantage que sur des règles pré-établies.

Une importance particulière est de ce fait accordée aux initiatives toujours prises par les militants en pleine autonomie, sans aucun caractère officiel ou représentatif, avec les avantages évidents d'une grande agilité de décision et d'une extension des champs d'action. Ce fut ainsi le cas, de 1969 à 1972, de la *Crocenera anarchica*, qui s'occupait des questions de défense politico-légale et de contre-information lors des épisodes de provocation et de répression; elle a joué un rôle fondamental pour le mouvement à des moments cruciaux, en lançant les campagnes nationales en faveur de Giuseppe Pinelli et de Pietro Valpreda. C'est également le cas de "A-Rivista Anarchica" (depuis 1971), de la rédaction italienne de "Interrogations" (depuis 1974), du Comitato Spagna Libertaria (1974), de la nouvelle gestion des Editions Antistato (1975), et du Centro di Documentazione Anarchica (1976).

Ces initiatives n'ont jamais été présentées comme des initiatives «officielles» des G.A.F. Au contraire, elles devaient toujours servir à créer, pour autant que ce fut possible et utile, des instruments à la disposition de l'ensemble du mouvement anarchiste. Suivant cette logique, nombre de conférences et d'assemblées ouvertes ont été organisées autour de ces initiatives (comme les assemblées nationales de "A-Rivista Anarchica"). Il faut tenir compte de la fonction d'organisation – ou tout au moins de rassemblement – de ces initiatives, pour comprendre le rôle unitaire des G.A.F. dans le mouvement anarchiste de langue italienne.

Relevons pour conclure que le type d'organisation des G.A.F. tient compte des limites numériques de la fédération, ainsi que ses limites géographiques (Italie du Nord). Si la fédération devait croître en nombre ou en étendue, de nouveaux problèmes se poseraient, que l'élasticité même de l'organisation devrait permettre d'affronter.

ACCORD FEDERATIF

1. Les groupes anarchistes fédérés sont une fédération de tendances, c'est-à-dire une fédération de groupes affinitaires quant à l'orientation stratégique, aux analyses et aux conceptions organisationnelles, au sein du Mouvement anarchiste de langue italienne.
2. Les bases reconnues de cette affinité sont le programme et la forme d'organisation exprimée par cet accord.
3. Les rapports entre les groupes sont directs. Chaque groupe est lié à tous les autres par des échanges réguliers d'idées et d'aide, dans tous les domaines possibles et utiles.
4. La correspondance avec les autres fédérations, activités, groupes et camarades du mouvement, peut passer à travers un document fédéral qui pourra intégrer, mais pas substituer, la présence active et directe dans le mouvement des groupes eux-mêmes.
5. L'activité de chaque groupe, ou d'une partie des groupes, n'engage pas la responsabilité de la fédération entière. Aucun groupe ne peut agir ou prendre position au nom de la fédération, sauf avec un mandat précis et spécifique de la fédération elle-même.
6. De l'affinité, de la fréquence et la régularité des rapports entre les groupes fédérés, découle naturellement une concordance dans la pratique générale des groupes eux-mêmes. Cette concordance peut s'exprimer dans des programmes communs de travail à brève, moyenne et longue échéance.
7. Aux initiatives prises par un ou plusieurs groupes, les autres groupes peuvent collaborer, dans la mesure et suivant les modalités établies à chaque fois par le ou les groupes initiateurs, en toute autonomie, sauf l'obligation de respecter les accords pris éventuellement par les autres.
8. Les assemblées fédératives, auxquelles doivent participer le plus grand nombre possible de camarades de chaque groupe, se réunissent au moins trois fois par an. L'organisation et les procès-verbaux des réunions incombent tour à tour aux différents groupes fédérés. Lors des réunions, outre l'échange d'informations et l'examen de questions de nature pratique et contingente, des questions de nature générale - théorique ou stratégique - seront débattues sur la base d'un ou plusieurs rapports présentés par un ou plusieurs groupes.
9. Sur invitation d'un groupe fédéré, des camarades et des groupes anarchistes, non adhérents à la fédération, peuvent participer comme observateurs, aux assemblées en totalité ou en partie.
10. Les décisions prises à l'unanimité sont prises en charge par la fédération entière; celles prises par une partie seulement, sont prises en charge par ceux qui l'ont accepté seulement. Les décisions de l'assemblée doivent être ratifiées par les groupes et, si elles ne sont pas contestées, sont considérées telles dans les quinze jours après l'assemblée.
11. Un «réseau de défense», constitué par au moins quatre camarades géographiquement représentatifs, s'occupe des questions «anti-répression»; chaque

camarade est responsable devant son groupe. Le réseau dans son ensemble est responsable devant les assemblées de la fédération.

12. Les groupes versent le 10% de leurs entrées dans un fond fédéral dont l'assemblée décide l'utilisation.

13. Un groupe peut adhérer à la fédération s'il accepte l'accord programmatique et si les groupes adhérents sont tous d'accord. De la même manière, un groupe peut cesser de faire partie de la fédération pour les motifs contraires et par jugement unanime des autres groupes.

14. Le présent accord et le document programmatique sont modifiables par la volonté unanime de l'assemblée et doivent être ratifiés ensuite par toutes les groupes.